

---

# LA IV<sup>e</sup> RÉPUBLIQUE

*Il en est des régimes politiques comme de ceux qui les dirigent, certains sont mal aimés et non pas tant pour leurs fautes, leurs erreurs et leurs échecs, que pour n'avoir pas su répondre aux attentes diffuses des citoyens, pour n'avoir pas défini de projets mobilisateurs ou, peut-être plus simplement, pour avoir été incapables de faire comprendre leur action. La IV<sup>e</sup> République est du nombre. Dès sa naissance, alors que les régimes nouveaux soulèvent en général espoir et enthousiasme, elle n'a suscité qu'une adhésion réticente et en quelque sorte résignée : sa Constitution était présentée comme la moins mauvaise possible et certains invitaient les Français à l'approuver pour pouvoir ensuite la modifier. Mauvais départ dont la IV<sup>e</sup> République ne s'est à aucun moment remise ; jamais vraiment adoptée, elle est morte dans une quasi-indifférence, moins de douze ans après avoir vu le jour.*

5

*Pourtant, un demi-siècle plus tard, on ne peut s'empêcher d'éprouver un sentiment d'injustice devant la sévérité dont elle est l'objet. Reconstruction et modernisation d'une économie dévastée, mise en place de la Sécurité sociale, invention de la TVA, amorce de l'édification européenne, décolonisation d'abord contrainte puis courageusement poursuivie : le bilan de la IV<sup>e</sup> République – pour s'en tenir à ces seules réussites – n'est pas négligeable. Et ses traces sont inscrites en profondeur dans la société française d'aujourd'hui et constituent encore des axes majeurs de notre politique.*

*En effet, alors qu'entre 1946 et 1948 le pays assistait passif à la recherche vaine de majorités assez cohérentes pour être durables, dans le personnel politique quelques hommes d'envergure, et dans l'Administration de grands commis, ont défini des politiques ambitieuses et ont réussi à les imposer et à les mettre en œuvre à travers les péripéties de la vie politique.*

*Car en définitive si l'image de la IV<sup>e</sup> République est négative, c'est, semble-t-il, moins aux institutions et aux hommes qu'elle le doit qu'au souvenir du jugement de contemporains marqués par l'instabilité gouvernementale et inconscients en même temps des défis nouveaux rencontrés et souvent surmontés par le régime au lendemain de la guerre. Peut-être la IV<sup>e</sup> République mérite-t-elle au moins qu'on s'interroge sur sa réhabilitation ?*

PHILIPPE ARDANT